

/ 16-102

Extrait (LS) le

+ dossier (LR) à

N° RG
91-15-000132

EXTRAIT DES MfNUTES
OU GREFFE OU TRIBUNAL ONSTANCE D'ANTIBES
REPUBLIQUE FRANÇAISE AU NOII DU PEUPLE FRANÇAIS

COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE
TRJBUNAL D'INSTANCE D'ANTIBES

JURIDICTION DE PROXIMITE

JUGEMENT DU 7 Avril 2016

PRÉSIDENT :MEDIONI Elisabeth, Juge de Proximité

GREFFIER LORS DES DÉBATS ET DU PRONONCÉ : Ginette PETITCOLIN, FF

DÉBATS :À L'AUDIENCE PUBLIQUE DU 3mars 2016

JUGEMENT PRONONCÉ PAR MISE À DISPOSIT ION AU GREFFE LE 7avril 2016
PAR MEDIONI Elisabeth QUI A SIGNÉ AVEC LE GREFFIER

ENTRE :

DEMANDEUR :

Monsieur G.
A XXXX comparant

ET :

DÉFENDEUR :

Société Anonyme A
à XXXX comparant représenté par Monsieur D.

/ 16-102

Extrait (LS) le

+ dossier (LR) à

N° RG
91-15-000132

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL ONSTANCE D'ANTIBES
REPUBLIQUE FRANÇAISE AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE
TRIBUNAL D'INSTANCE D'ANTIBES

JURIDICTION DE PROXIMITE

JUGEMENT DU 7 Avril 2016

PRÉSIDENT : MEDIONI Elisabeth, Juge de Proximité

GREFFIER LORS DES DÉBATS ET DU PRONONCÉ : Ginette PETITCOLIN, FF

DÉBATS : À L'AUDIENCE PUBLIQUE DU 3 mars 2016

JUGEMENT PRONONCÉ PAR MISE À DISPOSITION AU GREFFE LE 7 avril 2016
PAR MEDIONI Elisabeth QUI A SIGNÉ AVEC LE GREFFIER

ENTRE :

DEMANDEUR :

Monsieur G.XXX NXXXX
à XXXX, comparant

ET :

DÉFENDEUR :

Société Anonyme A
à XXXX comparant représenté par Monsieur D.

!PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES :

Par déclaration au greffe enregistrée le 10 juillet 2015, Monsieur G. a saisi la juridiction de proximité afin d'obtenir la condamnation de la SA A à lui payer à titre d'indemnisation la somme de 2078,20 euros correspondant au montant d'une facture d'électricité en date du 06/05/2014.

Les parties ont été convoquées par lettres recommandées avec avis de réception à l'audience du 12 novembre 2015, la SA A à l'adresse suivante : à XXXX.

Par courrier du 7 août 2015, A, domiciliée à l'adresse sus énoncée, faisait savoir que la personne morale concernée par la procédure était A et demandait sa mise hors de cause.

L'affaire a été renvoyée au 7 janvier 2016 puis au 3 mars 2016 pour reconvoction d'A à l'adresse figurant sur la facture litigieuse soit : A à XXXX .

A l'audience du 3 mars 2016 à laquelle l'affaire a été retenue,

Monsieur G. conteste la facture de résiliation émise par la SA A le 6 mai 2014 qui comporte la régularisation de ses consommations sur un an et demi. Il reproche au fournisseur de ne pas avoir respecté l'article L.121-91 du code de la consommation, en n'actualisant pas le montant de ses prélèvements mensuels en fonction de sa consommation réelle telle que résultant des relevés de son compteur.

Il précise qu'il avait accepté la proposition d'indemnisation à hauteur de 880 euros recommandée par le Médiateur National de l'Energie qu'il a saisi, mais que désormais puisqu'il a été contraint d'engager une procédure judiciaire, il demande l'annulation de la facture totale en raison des fautes commises par A.

En défense, la SA A explique que la facture litigieuse régularise la consommation de Monsieur G. pour la période du 8 novembre 2012 au 2 avril 2014, date de la résiliation du contrat. Elle précise que sa facture précédente du 23 mai 2013 ne prenait effectivement pas en compte les relevés du compteur effectués par Y le 6 mai 2013, ces relevés lui étant parvenus postérieurement à l'émission de la facture, et qu'il en est suivi une sous-estimation des consommations. Elle reconnaît avoir commis une faute au regard de l'article L121-91 du code de la consommation.

Elle fait valoir cependant que la facture du 6 mai 2014 d'un montant de 2328,20 euros correspond à la consommation réelle de Monsieur G, ce que celui-ci ne conteste pas, et considère que la réduction de 250 euros sur le montant de la facture qu'elle a proposée à titre de dédommagement est satisfaisante comme correspondant au préjudice subi par Monsieur G. pour les désagréments rencontrés.

Elle demande en conséquence à la présente juridiction de :

- débouter Monsieur G. de l'ensemble de ses demandes ;

- le condamner au paiement de la somme de 2078,20 euros (2328,20 euros - 250 euros) restant dû au titre de la facture du 6 mai 2014, outre la somme de 100 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile et les dépens.

Après débats, l'affaire a été mise en délibéré à ce jour pour le prononcé du jugement par mise à disposition au greffe.

MOTIFS DE LA DECISION :

Il résulte des explications fournies par les parties et des pièces versées aux débats, que Monsieur G. a souscrit le 31 août 2011 un contrat avec A pour la fourniture d'électricité dans son logement à XXXX. Les index relevés au compteur étaient de 63539 pour les heures creuses et de 5224 pour les heures pleines. .

Monsieur G. a opté pour un paiement par prélèvements mensuels sur son compte bancaire, avec édition d'une facture annuelle au mois de mai.

Le 10 mai 2012, la facture annuelle établie d'après le relevé du compteur effectué par le distributeur Y le 4 mai 2012, s'élevait à 195,70 € (index 63867 HC et 5792 HP) et faisait apparaître après déduction des prélèvements mensuels déjà réalisés un solde créditeur de 605,74 euros en faveur de Monsieur G.

Le nouvel échéancier émis le 11 mai 2012 était dès lors basé sur cette dernière facture, avec des échéances mensuelles fixées à 21,77 euros.

La facture annuelle du 23 mai 2013, d'un montant de 559,99 euros TTC était établie sur la base de la consommation réelle pour la période du 5/05/2012 au 7/ 11/2012 (index 64938 HP et 7686 HP) et d'une estimation de la consommation pour la période du 08/11/2012 au 04/05/2013 (65226 HC et 8170 HP). Sur la base de cette estimation, le nouvel échéancier fixait les mensualités à 47 euros.

En effet, les index relevés par Y à la date du 6 mai 2013 (HC : 68575 / HP : 14228) n'ont pas été pris en compte par Y, qui explique que le relevé ne lui est parvenu qu'après l'émission de sa facture du 23 mai 2013.

Suite à la résiliation du contrat à la date du 02/04/2014, A émettait une facture de régularisation le 6 mai 2014 pour un montant de 2798,20 euros établie en fonction des consommations réelles pour la période du 08/ 11/2012 au 02/04/2014 (montant réel HC : 73318 / Hr : 21483).

La facture régularisait ainsi la consommation de Monsieur G. pour la période du 8/11/2012 au 02/04/2014.

Monsieur G. restait devoir, après déduction des prélèvements effectués pour un montant de 470 euros, un solde de 2328,20 euros.

Suite à sa réclamation, A expliquait, par courrier du 26/06/2014, que la facture du 23 mai 2013 avait été éditée sur la base d'une consommation sous-estimée par rapport aux relevés réels pour la période, ce qui expliquait le montant de la régularisation du 6 mai 2014, et lui offrait une réduction de 60 euros TTC.

Monsieur G. saisissait le 7 septembre 2014 le Médiateur National de l'Energie (MNE)

Par courrier du 06/10/2014, la SA A accordait à Monsieur G. un dédommagement de 250 euros venant en déduction de la facture, portant le solde restant dû à 2078,20 euros qu'elle lui proposait de régler en 12 échéances mensuelles.

Selon rapport en date du 6 novembre 2014, le MNE considérait ce dédommagement insuffisant et recommandait à A :

- d'accorder un dédommagement de 880 euros TTC complémentaire à celui déjà accordé pour compenser les désagréments subis,
- de mettre en place un échelonnement des paiements en 18 mensualités.

A acceptait de mettre en place un échéancier en 18 mensualités mais refusait le dédommagement complémentaire.

C'est dans ces conditions que Monsieur G. a engagé la présente procédure.

SURCE:

En vertu de l'article L.121-91 du code de la consommation, le fournisseur d'électricité a l'obligation de facturer ses clients, au moins une fois par an, sur la base de leur consommation réelle.

Cette disposition permet au client de lisser le paiement de ses consommations d'électricité sur l'ensemble des prélèvements mensuels de l'année, de lui éviter de s'acquitter d'une facture importante sans avoir pu le prévoir, et, informé de sa consommation réelle, de prendre le cas échéant des mesures pour diminuer sa consommation et faire vérifier son installation.

En l'espèce, il est constant que les index relevés par le distributeur Y le 6 mai 2013 n'ont pas été pris en compte par le fournisseur A, lequel a établi sa facture annuelle du 23 mai 2013 en sous-estimant manifestement la consommation d'électricité et par suite a basé le nouvel échéancier des prélèvements mensuels sur un montant erroné notoirement insuffisant.

Ainsi que l'indique le MNE, il appartenait à A d'émettre une facture rectificative dès réception des index relevés par Y, ce qui n'a pas été le cas.

En effet, en vertu des conditions générales de vente d'A, il appartient au fournisseur de réviser l'échéancier « en cas d'écarts notables entre la consommation réelle et la consommation estimée ».

A a ainsi manifestement failli à son obligation édictée par l'article L.121-91 du code de la consommation, et reconnaît d'ailleurs que Monsieur G. était en droit d'obtenir un dédommagement du fait de ce manquement.

Pour justifier son offre d'indemnisation à hauteur de 250 euros, la SA A se fonde sur un arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier en date du 25 septembre 1996 qui a appliqué un abattement de 10 % sur la facture pour tenir compte des fautes de diligence et de vigilance d'A. Cependant, l'évaluation du préjudice est fonction de chaque cas d'espèce et ne peut valoir règle jurisprudentielle pour l'ensemble des cas similaires soumis aux tribunaux, et ce d'autant que depuis 1996, le fournisseur d'électricité est soumis à d'autres dispositions plus contraignantes résultant de l'article L121-91 du code de la consommation.

En l'espèce, le MNE souligne que les consommations non facturées dans la facture annuelle du 23 mai 2013 alors qu'elles auraient dû être prises en compte en fonction des relevés du compteur, représentent la somme de 1130 euros TTC environ, régularisée en mai 2014, soit un an plus tard. Il recommande de fixer le préjudice à ce montant.

Le MNE a parfaitement analysé la situation et estimé le préjudice subi.

La présente juridiction, reprenant les observations du médiateur, considérant les manquements d'A à ses obligations, qui ont privé Monsieur G. de la possibilité de connaître et de réduire le cas échéant sa consommation et qui l'ont contraint à multiplier les démarches pour obtenir une juste indemnisation, estime le préjudice à la somme de 1130 euros correspondant au rattrapage des consommations effectué par A sur 16 mois, alors qu'elles auraient dû être lissées sur l'ensemble des échéances mensuelles,

Dont il y a lieu de déduire la réduction de 250 euros octroyée amiablement par A, soit une indemnisation complémentaire de 880 euros.

Par compensation entre les créances respectives des parties, il y a lieu de condamner Monsieur G. au paiement de la somme de : 2078,20 euros - 880 euros = 1198,20 euros

Il est équitable de laisser à la charge de la SA A les frais qu'elle a exposés à l'occasion de la présente instance et de rejeter en conséquence sa demande sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

La SA A, qui succombe en sa défense, est condamnée aux dépens en vertu de l'article 696 du code de procédure civile.

PAR CES MOTIFS

La Juridiction de Proximité, statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort, prononcé par mise à disposition au greffe :

Fixe le préjudice subi Monsieur G. du fait des manquements de la SA A à ses obligations à la somme de 1130 euros soit une somme complémentaire de 880 euros due par la SA A en sus de la réduction qu'elle a octroyée amiablement.

Fixe la créance de la SA A à la somme de 1198,20 euros.

Condamne Monsieur G. à lui payer cette somme. Déboute les parties du surplus de leurs prétentions.

Condamne la SA A aux dépens.

Ainsi prononcé le sept avril deux mille seize.

Le Greffier,



Le Juge de proximité,



En conséquence,
LA REPUBLIQUE FRANCAISE MANDE ET ORDONNE
A tous Huissiers de justice sur ce requis, de mettre les présentes à exécution
Aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux de Grande Instance, d'y tenir la main.
A tous les Commandants et Officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute des présentes a été signée par le Président et le Greffier.
Pour expédition revêtue de la formule exécutoire, certifiée conforme à l'original, délivrée par Nous, Greffier au Tribunal d'Instance d'ANTIBES.
LE GREFFIER.

